

# İNEO TİRK İNEO-TİRK INFO-TÜRK



bulletin mensuel • monthly bulletin • maandelijks bulletin

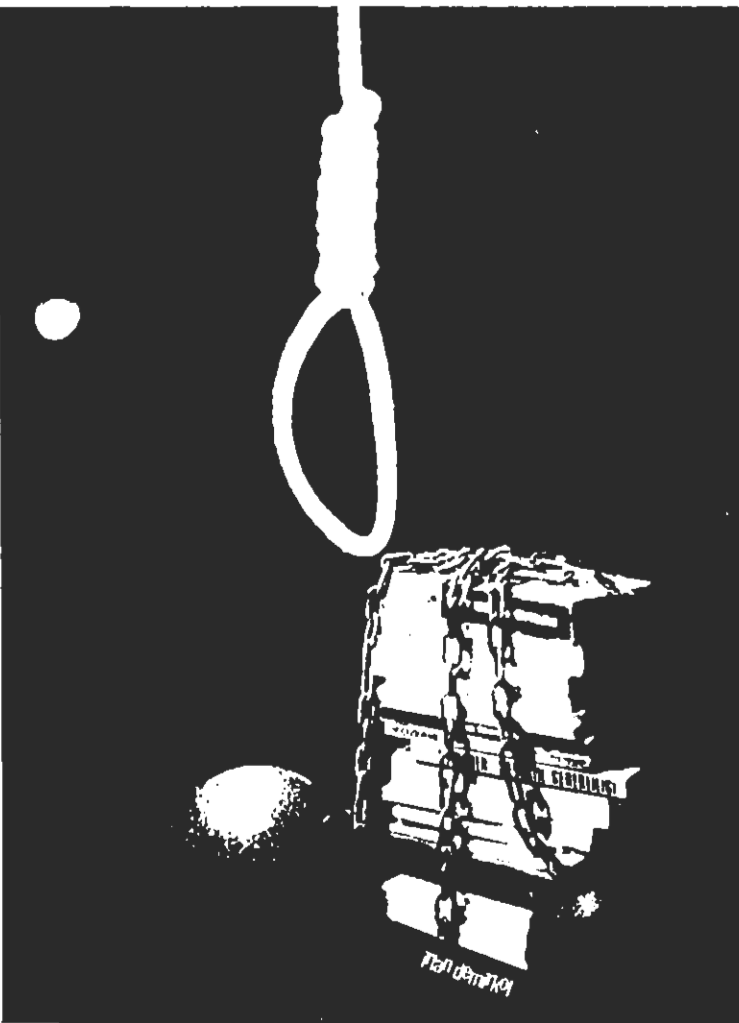
61

6EME ANNEE • PRIX: 50 FB • ABONNEMENT ANNUEL: 500 FB • COMPTE: 310-0148714-02  
INFO-TÜRK - 13/2, SQUARE CH.M.WISER - 1040 BRUXELLES • TEL: (32-2) 230 34 72  
EDITE PAR LE COLLECTIF TURC D'EDITION ET DE DIFFUSION • NO. DEPOT LEGAL: 2198



INFO-TÜRK, avec ce Bulletin-ci, entre dans sa 6ème année de publication. Edité par le collectif des démocrates de Turquie à l'étranger, INFO-TÜRK informe depuis 5 ans l'opinion mondiale des développements politiques, économiques, sociaux et culturels en Turquie et s'est fait l'écho de tous les efforts faits en vue d'établir un régime vraiment démocratique au flanc sud-est de l'Europe. Spécialement, après le coup d'état militaire du 12 septembre 1980, INFO-TÜRK a concentré ses efforts en vue de dévoiler les violations des droits de l'Homme en Turquie telles que les arrestations de masse, les tortures, les peines capitales, la censure de la presse, la suspension des activités politiques et syndicales et la répression exercée contre le peuple Kurde.

INFO-TÜRK paraît régulièrement en Français, en Anglais, en Néerlandais et occasionnellement en Allemand et est distribué partout dans le monde. La seule ressource financière de cette publication non-lucrative provient des contributions des démocrates de Turquie et des abonnements versés par ses lecteurs. Depuis le coup d'état militaire en Turquie, des contributions financières en provenance de Turquie sont rendues impossible. En raison de cette situation et afin de continuer cette publication, le collectif s'est vu contraint d'augmenter le prix de l'abonnement annuel de 400 à 500 FB pour tous les pays.



RESOLUTION DU CONSEIL DE L'EUROPE SUR LA SITUATION EN TURQUIE

STRASBOURG (ITA) - Suite aux débats sur la situation en Turquie, l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe a adopté, le 5 octobre 1981, la Résolution suivante, No.757:

"L'Assemblée,

"Rappelant ses prises de position antérieures sur la situation en Turquie, et notamment sa Recommandation 904 (1980) et ses Directives Nos 395 et 397 (1981);

"Soulignant une fois encore l'incompatibilité de la situation actuelle en Turquie avec les dispositions du Statut du Conseil de l'Europe;

"Se réservant de prendre position sur le problème de l'appartenance de la Turquie au Conseil de l'Europe lors de la troisième partie de sa 33<sup>e</sup> Session, à la lumière de l'évolution de la situation, et en fonction notamment des progrès qui pourront être effectivement constatés dans la voie du rétablissement des institutions démocratiques et du respect des dispositions de la Convention européenne des Droits de l'Homme;

"Prenant acte de la Loi No 2485, relative à l'établissement d'une Assemblée constituante, qui fait suite aux assurances données par le chef de l'Etat turc, tout en s'abstenant de se prononcer avant que ce nouvel organe ait commencé ses travaux;

"Inquiète des allégations de torture et de mauvais traitements qui continuent à être formulées, tout en se félicitant de la réduction de la durée de la détention provisoire,

"Réitère au Gouvernement turc ses pressantes invitations :

"-- à tout mettre en oeuvre afin que le processus de rétablissement des institutions démocratiques s'accomplisse dans les meilleurs délais et dans le plein respect d'une volonté populaire librement exprimée;

" - à arrêter toute pratique de la torture ou de mauvais traitements;

" - à prendre des mesures concrètes en vue d'assurer le rétablissement progressif des droits et libertés limités ou suspendus au sens de l'article 15 de la Convention européenne des Droits de l'Homme;

" - à ne pas exclure, pour les futures élections parlementaires, les candidatures des personnes qui étaient membres ou représentants des partis politiques avant le 11 septembre 1980."

Notes du Memorandum Explicatif de Mr Ludwig Steiner sur lequel la Résolution du Conseil de l'Europe est basée :

- "Un des éléments les plus importants survenus en Turquie pendant la période écoulée depuis la dernière réunion de la Commission des questions politiques, lors de la mini-session à Strasbourg, est assurément la Loi No 2485 relative à l'établissement de l'Assemblée constituante. Les points négatifs de la Loi, à mon avis, se révèlent tout d'abord dans la composition de l'Assemblée consultative. On ne peut que regretter en effet que la Loi pose pour la désignation des membres de l'Assemblée consultative, la condition de la non-appartenance à un parti politique à la date du 11 septembre 1980. En d'autres termes, toutes les forces politiques du pays sont tenues à l'écart de la préparation de la nouvelle Constitution. Le choix des candidats résulte d'une procédure complexe, à laquelle participent les gouverneurs des provinces (c'est-à-dire des organes directement dépendants du pouvoir exécutif) et en dernier ressort le tout puissant Conseil National de Sécurité.

- "En ce qui concerne les problèmes afférents à la liberté d'expression, il faut regretter que les interdictions de toutes activités ou commentaires politiques continuent de s'appliquer à l'ensemble des citoyens turcs.

- "En ce qui concerne les droits et libertés indérogeables au sens de l'article 15 de la Convention européenne des Droits de l'Homme, il y a lieu d'enregistrer de nouvelles plaintes relatives à des cas de torture et de mauvais traitements. En particulier, selon des allégations émanant du Comité pour la Turquie de Francfort, 500 détenus auraient entrepris une grève de la faim à la prison militaire de Mamak à Ankara. L'état de santé de six de ces détenus aurait été jugé "extrêmement critique".

LA SITUATION POLITIQUE

Le "Daily Telegraph" a annoncé qu'un système présidentiel serait installé en Turquie et que le premier président serait Kenan Evren (M-1/10/81)

Cüneyt Arcayürek, journaliste proche du CNS a fait la déclaration suivante au sujet du "système semi-présidentiel":

1. Le Secrétariat Général de la Présidence de la République serait élargi par des Commissions Consultatives.

2. Un Conseil National de Sécurité, présidé par le Président de la République, composé des Commandants des Forces et des Armées serait chargé de donner au gouvernement, non pas de simples avis mais "des directives stratégiques et des ordres".

3. Le Sénat serait aboli pour être remplacé par un Conseil de la République de 50 à 100 "sages" qui serait chargé de contrôler l'Assemblée Nationale.

4. Un Conseil de Contrôle de l'Etat, dépendant directement du Président de la République serait chargé de contrôler directement toutes les institutions publiques, l'administration, les syndicats et les associations démocratiques.

5. Le Président de la République serait en outre chargé d'assurer la coordination entre la Cour Constitutionnelle, le Conseil d'Etat et le gouvernement, il pourrait donner des directives et assurer un contrôle indirect.

6. Le nombre des députés de l'Assemblée Nationale serait abaissé au-dessous des 450 précédents. Le Président de la République pourrait déclarer "l'Etat de Cas extraordinaire", ce malgré l'avis contraire de l'Assemblée. Il pourrait dissoudre cette Assemblée. (H- 8/10/81)

Lors d'une visite d'Evren à la Faculté d'Agronomie d'Ankara, des mesures extraordinaires ont été prises. Lors de son discours, il a déclaré: "J'ai été très peiné de voir tout cet arsenal de protection. J'en ai même eu un peu honte. Mais, que voulez-vous, la situation dans le monde et en Turquie est évidente... Mais ces mesures ne sont pas prises à cause de l'importance attachée à ma vie mais à celle de la protection de l'Etat."

(DN- 13/10/81)

Une Assemblée Consultative de 160 membres a été nommée par le CNS.

(M-16/10/81)

Les partis politiques ont été dissous. (T-17/10/81)

300 des 1623 Maires de Turquie sont actuellement détenus par les militaires, les autres sont des civils sans étiquette. (H-21/10/81)

Lors de la cérémonie de la fondation du "Barrage Atatürk" au Sud-Est de la Turquie, un garçon symbolisant l'Euphrate et une fillette de 10 ans symbolisant la vallée de Harran ont été fiancés par Evren. Il a déclaré que ces deux enfants seraient mariés lorsque le barrage serait achevé. Par ailleurs, il a offert une montre à un enfant qui a su dire qui était Evren.

(C,M-23/10/81)

L'Assemblée Consultative a été ouverte par le discours d'Evren le 23 octobre 1981 (pour plus de détails, voir: Info-Türk, Octobre 1981).

Le Prof. Sadi Irmak a été élu à la présidence de l'Assemblée Consultative avec les voix d'une minorité de 67 membres sur 160. (H-28/10/81)

Lors de l'entretien qu'il a eu avec les maires des villages des 67 départements, Evren a déclaré qu'il serait plus juste que ceux-ci soient également nommés plutôt que d'être élus comme précédemment. (M-29/10/81)

Le Président de l'Assemblée Consultative, Irmak, a déclaré qu'il serait souhaitable de passer à un système de "Présidence douce" avec des pouvoirs accrus pour le chef de l'Etat et qu'il faudrait supprimer le Sénat.

(H-31/10/81)

LA TERREUR D'ETATLes peines capitales

Le nombre de demandes de peines capitales en un mois est de 266:

- Le Tribunal Militaire d'Adana: 2 membres du Parti Communiste Révolutionnaire de Turquie, 17 membres de la Voie Révolutionnaire, PCRT et de Libération, 12 membres du Front du Parti de Libération Populaire de Turquie, Libération Révolutionnaire (THKP-C), 21 membres du Parti Communiste Marxiste-Léniniste (TKP-ML), l'Union populaire Révolutionnaire, THKP-C-Urgences, la Libération du Peuple (HK) et de la Voie Révolutionnaire (Dev-Yol). Total 52.
- Le Tribunal Militaire d'Egée: 6 membres de l'Armée de Libération Ouvrier-Paysan (TİKKO), 4 de la droite, 5 membres du THKP-C MLSPB, 20 membres de THKP-C Avant-Garde Révolutionnaire du Peuple, 1 du DEV-YOL. Total 36.
- Le Tribunal Militaire d'Istanbul: 7 membres de l'Union des Communistes Révolutionnaires, 7 du TİKKO, 8 sympathisants de Çayan, 20 du THKP-C, total 42.
- Le Tribunal Militaire de Diyarbakır: 20 membres du Parti Ouvrier du Kurdistan (PKK).
- Le Tribunal Militaire d'Ankara: 6 membres du Dev-Yol, 7 de la Lumière pour la Libération du Travail, 7 du KAWA, 6 de l'Armée de Libération Populaire, 30 du THKP-C Urgences, 1 de droite, 30 militants islamiques. Total 70.
- Le Tribunal Militaire de Konya: 26 de droite.

Par ailleurs, 3 membres du Parti Communiste du Travail (TKEP) au Tribunal Militaire d'Egée, et 1 membre de la Jeunesse Progressiste (İGD) au Tribunal Militaire d'Istanbul ont été condamnés à mort et leurs dossiers ont été envoyés à la Cour de Cassation Militaire.

Les tortures

Şenör Yıldırım et Aslan Tayfun Özkök, inculpés dans le procès du Dev-Sol (Gauche Révolutionnaire) au TM d'Istanbul no 2, ont déclaré avoir été torturés lors de leur interrogatoire. (C-3/10/81)

Le procès de trois policiers et un commissaire-adjoint, accusés d'avoir tué sous la torture le détenu Metin Aksoy, a débuté au TM d'Erzurum no 2. Aksoy, arrêté le 22/09/80 avait été tué le 25/09/80. (C-4/10/81)

Un rapport d'Amnesty International à l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe, envoyé au gouvernement turc, dévoile que 62 détenus ont été tués sous la torture et à cause des mauvais traitements dans les prisons de Turquie. (C-4/10/81)

Lors du procès relatif à l'assassinat sous la torture de l'éditeur İlhan Erdost, le témoin İsmet Yalçınkaya, instituteur également détenu, a déclaré avoir été torturé avec Erdost en prison. (H-14/10/81)

L'ancien Ministre d'Etat Tuncay Matarıçcı, lors de son procès au Conseil Suprême, le 13/10/81, a déclaré que le détenu Mehmet Yıldız était décédé le 13/9/81, le détenu Bayram Kocabaş, le 21/8/81, tous deux suite aux mauvais traitements qui leur ont été infligés en prison. (C-17/10/81)

Le TM d'Ankara no 2 a condamné le commissaire-adjoint Enver Göktürk et 2 policiers à 1 an de prison et 6 mois de privation de droits pour avoir tué le détenu Hasan Asker Özmen sous la torture !!! (C-17/10/81)

Lors du procès du TKP-ML au TM d'Istanbul no 2, on a prétendu que Süleyman Cihan, membre de l'organisation aurait pu être tué après avoir été arrêté. Le procureur lui, prétend que Cihan a été tué pendant son arresta-

tion. Tous les inculpés du procès ont par ailleurs déclaré avoir été torturés lors de l'interrogatoire. La Cour a décidé de les envoyer au contrôle médical. (C-25/10/81)

Lors du procès de l'Association de Jeunesse Révolutionnaire au TM d'Istanbul No 1, on a déclaré que le président de l'Association, Ahmet Necdet Ögütçü a été torturé lors de son interrogatoire et que les traces de torture ont été constatées et prouvées dans le rapport de l'Hôpital militaire de Gümüşsuyu. La cour a décidé de déclarer le délit au Commandement de l'Etat de Siège. (C-25/10/81)

Les inculpés Baki Altın et Ahmet Fazıl Ercüment du procès de Dev-Sol au TM d'Istanbul No 2 ont déclaré avoir été torturés à la police lors de leur interrogatoire. (C-26/10/81)

Le procureur militaire d'Ankara a inculpé un commissaire-adjoint et un policier pour avoir torturé un détenu de gauche, Haluk Mehmet Savaş. (C-26/10/81)

Gündüz Aydın, inculpé du procès de Partizan au TM d'Ankara No 3 a déclaré que sa mère et son père avaient disparu. (T-29/10/81)

Lors de 3 procès différents à Ankara, 7 détenus politiques au total sont jugés séparément pour avoir tué un épicier de droite. Comme tous les détenus ont avoué le crime lors de leur interrogatoire, l'on comprend que ces "aveux" ont été extorqués sous la torture. (C-28/10/81)

#### Les procès

- Le député du Parti Républicain du Peuple (CHP), Şükrü Bütün, a été placé en garde à vue à Çorum. (C-1.10.81)

- Erzurum: 3 militants de gauche ont été condamnés à 19 années de prison au total pour propagande de communisme et séparatisme. (T-3/10/81)

-Ankara: 73 membres du syndicat Genel-İş affilié à DISK ont été inculpés pour avoir fait une grève illégale le 2 mai 1980.

- L'avocat Güldön Dönmez a été inculpé par le TM No 1 pour avoir incité les détenus à la grève de la Faim. (C-1.10.81)

- İzmir: 517 enseignants, étudiants ou fonctionnaires de l'Université d'Egée sont inculpés pour avoir été mêlés à des actions anarchiques. (T-8.10.81)

- Le Président du Parti de Salut National (MSP), Mr Necmettin Erbakan est à nouveau en détention sur l'ordre du Commandement de Loi Martiale. Il est accusé "d'avoir fait de la propagande pour un état islamique" au moyen d'enregistrements sur cassettes. (T-8.10.81)

- Erzurum: le TM a condamné 22 inculpés à 77 ans 4 mois de prison au total. Le TM de Diyarbakır a condamné 8 inculpés pour séparatisme. (C-15/10/81)

- Un nouveau procès s'est ouvert contre Bülent Ecevit, pour avoir insulté le gouvernement précédent. L'avocat général a requis pour Ecevit une peine allant jusqu'à 24 ans d'emprisonnement. (H-15.10.81)

- Istanbul: le TM No 3 demande 36 ans d'emprisonnement pour chacun des 3 inculpés du procès de Dev-Sol. (H-16.10.81)

- Erzurum: 18 inculpés ont été condamnés à des peines de prison allant de 2 à 9 ans par les TM. (H-16.10.81)

- Elbistan: 18 membres de l'Union Révolutionnaire du Peuple ont été condamnés à 69 ans 11 mois 20 jours de prison au total. (M-16.10.81)

- Le TM a décidé de relâcher Erbakan. (M-18.10.81)

- Istanbul: le TM No 3 a condamné 18 des 23 inculpés de Dev-Yol et de Dev-Sol. (C-18.10.81)

- Ankara: 9 militants de Libération sont jugés avec des demandes de peines de prison allant de 5 à 15 ans. (C-23.10.81)

- Le Président de l'Association des Enseignants de Turquie (TÖB-DER), Mr Gültekin Gazioglu et 3 de ses camarades ont été condamnés à 1,5 an d'emprisonnement chacun pour "propagande communiste". (H-22.10.81)

-İzmir: le TM d'Egée No 1 demande 15 ans de prison pour chacun des 22 inculpés de la Voix du Peuple, pour propagande de communisme. (C-24.10.81)

- Istanbul: 46 membres de Genç-Öncü (Avant-Garde Révolutionnaire) et de Libération du Peuple (HK) sont jugés par le TM No 1. (H-24.10.81)

- Le Président de l'Union des Architectes, Mr. Teoman Öztürk et 9 autres administrateurs ont été condamnés à 2 mois de prison chacun pour avoir violé les ordres de la Loi Martiale. (M-25.10.81)
- Gölcük: Ataman Kırgöz a été condamné à 6 ans 9 mois de prison pour insulte au chef de l'Etat et du CNS, par le TM. (M-25.10.81)
- Yakub Oğuz a été condamné à 17 ans de prison. (H-25.10.81)
- Ankara: Les procès du Parti Communiste de Turquie et de Voie Révolutionnaire (Dev-Yol) vont débiter en Décembre. Les anciens députés du Parti Républicain du Peuple (CHP), Ertugrul Günay et Temel Ates sont accusés d'avoir été mêlés aux activités de Dev-Yol. (C-28.10.81)
- Erzurum: 96 membres du PKK, Dev-Yol et HK sont jugés au TM No 9
- Izmir: Le TM d'Egée No 1 a condamné 14 membres de Dev-Yol à 121 ans de prison au total. (C-31.10.81)

D'après une déclaration officielle du 3 oct. 81 au quotidien Tercüman:

- Il y a eu 5792 actes de terrorisme en 1 an: 3411 viennent de la gauche, 106 de la droite, 2340 n'ont pu être définis.
- Les Tribunaux Militaires jugent 73 procès d'organisation, dont 55 de gauche (75,4 %), 13 de séparatisme (17,8 %) et 5 de droite (6,8 %).
- En un an, il y a eu 533 morts et 719 blessés.
- Il y a actuellement 3731 gardes à vue, 24.300 arrêtés, 1898 condamnés.
- Le quotidien "Milliyet" du 22 octobre 1981 annonçait qu'un activiste politique, Alaattin Demir avait été tué lors de son arrestation à Artvin.

Divers

- Evren a déclaré à "The Economist" qu'actuellement 14.500 personnes étaient recherchées et qu'une partie de ceux-là s'était réfugiée en Europe. "The Economist" note que les généraux souhaitent la fondation d'un parti centriste Kemaliste puissant... (M,T-4.10.81)
- 4000 policiers ont été licenciés en un an. 10.000 policiers seront engagés l'année prochaine. 7.500 personnes ont participé aux examens pour entrer dans la police... (T-5.10.81) (H-19.10.81)
- Tous les citoyens seront fichés sur ordinateur. Chaque famille aura un numéro de code. (M-5.10.81)

Les arrestations massives

- Ankara: 12 membres de Dev-Sol (T-1.10.81)
- Niğde: 5 membres de Partizan (T-3.10.81)
- Elazığ: 10 militants de gauche (C-2.10.81)
- Istanbul: 26 membres du TIKKO (C-4.10.81)
- Ankara: 86 membres de Dev-Yol (M,T-4.10.81)
- Tunceli: 19 militants de gauche (M,H-15.10.81)
- Iskenderum: 45 militants (T-19.10.81)
- Uşak-İzmir-Afyon: 48 membres du Dev-Sol (T-21.10.81)
- Divers départements de l'Est: 17 membres de Dev-Yol (M-22.10.81)
- Elbistan: 160 militants de gauche (55 ouvriers, 32 agriculteurs, 12 chômeurs et seulement 18 étudiants) (C-27.10.81)

Violations de la liberté de la presse

- L'éditeur de l'hebdomadaire "Arayış", Mr O. Nahit Duru, et l'éditeur d'une autre hebdomadaire "Bakış", Mr Mehmet Kazım Kara ont été condamnés à un emprisonnement de 50 jours chacun pour avoir publié des articles contraire aux interdictions imposées par le Communiqué No 52 du CNS. (M-1.10.81)
- Mr Sadık Albayrak, éditorialiste du quotidien Milli Gazete a été condamné à 16 mois d'emprisonnement et 5 mois de résidence obligatoire pour son article, par le TM No 3 d'Istanbul. (M-3.10.81)
- Le directeur du Centre Culturel d'Ankara Çağdaş Sahne a été placé en garde à vue. Mr Aydın Gürpınar est accusé de détenir des publications interdites dans son bureau. (T-5.10.81)

- Le célèbre écrivain et professeur retraité Mehmet Basaran a été empêché de s'envoler vers la Suède à l'aéroport d'Istanbul. Malgré le fait qu'il se trouvait dans l'obligation de rendre visite à sa fille, celle-ci étant gravement malade en Suède, les autorités ont déclaré que son autorisation de voyager avait été suspendue en 1971 et qu'elles ne lui permettraient pas de prendre l'avion. (C-7.10.81)

- Mr Erhan Tuzgan, éditeur de "Gençlik Dünyası", une revue pour les jeunes, a été condamné à 8 ans 9 mois de prison par le TM d'Istanbul No 3, pour avoir fait la propagande du communisme. (M-15.10.81)

- L'éditeur de l'hebdomadaire "Bakış", Muharrem Şimşek a été mis en détention pour avoir violé le communiqué No. 52 du CNS. (C-18.10.81)

- Le célèbre sociologue turc, İsmail Beşikçi, qui avait déjà été condamné et emprisonné plusieurs fois pour son étude sur la Question Kurde, a été arrêté à nouveau et jugé au TM de Gölcük. Il risque une peine d'emprisonnement de 25 ans. Il est accusé d'avoir informé l'opinion européenne des conditions de détention dans les prisons turques lorsqu'il était incarcéré à Sakarya. (C-22.10.81)

- Le quotidien "Tercüman", journal de droite, a été interdit par le TM de la Loi Martiale d'Istanbul pour "avoir violé les ordres de la Loi Martiale." (H-28.10.81)

- Un adolescent, Nazan Aycan, a été condamné à 4 ans et 2 mois de prison par le TM de Konya pour "propagande communiste". Une autre personne, Şeha Tosun a également été condamnée à 3 ans de prison pour le même motif. (C-28.10.81)

- L'éditeur de la revue "Sürekli Devrim", Mr Ugur Tekin, a été condamné à 7,5 ans de prison et 2,5 ans de résidence obligatoire par le TM No 3 d'Istanbul pour "propagande communiste". (28.10.81)

#### La répression à l'étranger

- Le gouvernement turc a donné une liste de 15 activistes politiques au gouvernement de la RFA par l'intermédiaire d'INTERPOL et a demandé leur extradition en Turquie. Or le gouvernement allemand a refusé car les activistes étaient menacés de peine de mort en cas de retour en Turquie. (M-3.10.81) (H-4.10.81)

- Saffet Kay a été sommé par les autorités turques de rentrer se constituer prisonnier dans un délai d'un mois pour avoir eu des activités contre les intérêts de la Turquie, à l'étranger. (M-4.10.81)

#### TRAVAIL

- Le Conseil des Ministres a approuvé le projet de loi concernant la nouvelle loi sur les négociations collectives, les grèves et les lock-outs, et l'a présenté au Conseil National de Sécurité pour qu'il le ratifie. (C-2.10.81)

- Le TM d'Ankara a ouvert une enquête sur 12 employeurs pour avoir renvoyé leurs employés malgré l'interdiction imposée par le CNS. (C-2.10.81)

- Les autorités de la Loi Martiale font passer devant le TM, 73 travailleurs municipaux pour avoir fait une grève sauvage le 2 mai 1980. (H-6.10.81)

- On annonce que le Congrès de la Confédération des Syndicats Turcs (TÜRK-İŞ) se tiendra en avril 1982. Le TÜRK-İŞ est l'unique Confédération Nationale dont les activités n'ont pas été suspendues par les militaires en raison du soutien qu'elle apporte à la Junte. Mais la position collaborationniste de ses dirigeants a provoqué une forte réaction parmi les syndicats affiliés. (C-6.10.81)

- Le TM d'Istanbul No 2 a rejeté pour la seconde fois en appel la demande de libération des dirigeants - qui avaient été arrêtés - de la Confédération des Syndicats Progressistes Turcs (DISK) dont les activités avaient été suspendues par les militaires. D'autre part, le Président de la DISK,

Mr Abdullah Baştürk et six de ses camarades sont jugés devant le TM d'Ankara No 2 pour avoir insulté le gouvernement dans une déclaration le 19.02.80.

(C-6.10.81)

- Le Président de l'Association des Employés de Banque (Bank-Der), Mr Mehmet Fethi Uygur est détenu à Istanbul. (C-8.10.81)

- Le nombre des fonctionnaires de l'Etat en Turquie est estimé à 1.504.000. Un fonctionnaire, au plus bas niveau, peut recevoir un salaire mensuel de 11.088 Lires Turques (100%), alors que la location d'une maison de deux pièces dans les bidonvilles coûte un minimum de 50 ₺. (G-3.10.81)

- L'Union des Travailleurs des Chemins de Fer, l'Union des Routiers, l'Union des Travailleurs des Coopératives Agricoles, et l'Union des Dockers interjettent appel auprès du Conseil National de Sécurité pour qu'il rejette les décisions du Conseil Suprême d'Arbitrage. Selon les syndicats, au lieu d'augmenter les salaires, ce Conseil a rendu les travailleurs redevables de 30.000 à 35.000 Lires Turques pour la seule période d'un an. (T-10.10.81)

- Le Président de la DISK, Baştürk et ses camarades sont jugés devant le TM d'Istanbul No 2 pour leurs actions du 1er mai 1981.

Suite au ralentissement du taux d'inflation et de l'accroissement des prix, le Conseil Suprême d'Arbitrage décide de baisser le taux des salaires de 80 à 75 % et de faire, en conséquence, les révisions nécessaires dans les conventions collectives. (D.N.-10.10.81)

- 5 travailleurs sont détenus à la Fabrique de sauce tomate "Beyoş" à Karacabey pour avoir mis des barres de fer entre les roues afin de stopper la production. (M-16.10.81)

- On annonce que pour l'année 1982, la convention collective d'environ 420.000 travailleurs sera renouvelée. Pour cette année, le Conseil Suprême d'Arbitrage a déjà renouvelé les conventions collectives de plus de 530.000 travailleurs. Le taux d'augmentation de salaire pour 1982 sera décidé en novembre 1981. (H-21.10.81)

- Le conseiller légal de la DISK, Mme Okşan Yardımcı poursuit une grève de la faim depuis le 15 septembre 1981 afin de protester contre les mauvais traitements et les pratiques de torture dans les prisons militaires. Elle est en détention depuis le 5 janvier 1981 à la Prison des Femmes de Metris à Istanbul. (CMT-flash-15.10.81)

- Plus de 650.000 travailleurs sont employés clandestinement en Turquie et ne peuvent ainsi bénéficier de la sécurité sociale. Le nombre actuel des travailleurs bénéficiant de la sécurité sociale est de 2.205.000 alors qu'il était de 1.405.000 en 1971.

- Le nouvel ambassadeur des Etats-Unis, Strauss-Hupe s'est rendu au bureau du Président de la TÜRK-İŞ, Ibrahim Denizci et a félicité les efforts de la Confédération en vue du "rétablissement de la démocratie en Turquie". (C-29.10.81)

- Le Conseil d'Administration de la TÜRK-İŞ a publié un communiqué de presse à la fin de la réunion qu'il a tenue pendant trois jours, dans lequel il déclare que l'inauguration de l'"Assemblée consultative" est un pas de plus vers le rétablissement de la démocratie. (T- 30.10.81)

- 13.000 travailleurs de l'Administration de la municipalité d'Ankara protestent contre l'attitude du Conseil Suprême d'Arbitrage qui les oblige à travailler pour les mêmes salaires qu'en mars 1979, et cela malgré que le taux d'inflation ait dépassé les 200 % depuis lors. (C- 31.10.81)

## VIE SOCIALE

- Puisque le revenu national brut par habitant en Turquie est estimé à environ 1000 ₺ US, dans les régions agricoles de la province d'Adana, une famille paysanne de 7 personnes ne reçoit que 400 ₺ US, c'est-à-dire 59 ₺ US par personne. (H-3.10.81)

- La Commission du Code Civil Turc a décidé que le sermon adressé par le juge à l'épouse et à l'époux ne comporterait dorénavant plus la phrase "l'époux est le chef de famille".

- Selon le recensement de 1980, 19.645.000 personnes sur une population turque de 44.736.957 habitants vivent dans les villes.



- La Turquie bat les records mondiaux dans le domaine des accidents de la circulation. En 1980, 51.114 accidents de la route se sont produits dans le pays, 6.781 personnes y trouvèrent la mort et 37.195 furent blessées. Les dégâts matériels s'élèvent à environ 1.500 millions de Lires Turques (à peu près 13 millions de dollars). (H-12.10.81)

- Le nombre des personnes employées ou travaillant en indépendant a atteint 15.310.000. Seulement 4.940.000 personnes de cette population active peut bénéficier de la sécurité sociale, tandis que 10.370.000 d'entre eux en sont privés. (G-13.10.81)

- Le taux d'urbanisation parmi les pays européens est le plus élevé en Turquie de 10 %. Elle est suivie par l'Albanie, la Yougoslavie et la Grèce. Selon les prévisions de l'Organisation de Planning d'Etat, en l'an 2000, 91,6 % de la population turque vivra dans les villes. (T-14.10.81)

- La Turquie souffre d'un manque de physiciens. En 1981, dans tous les hôpitaux publics et privés de Turquie, 27.575 docteurs furent employés. En général, chaque docteur est obligé de s'occuper de 1710 personnes. Mais ce taux atteint 1/9.120 dans les régions sous-développées de Muş-Bitlis-Hakkari, dans le Kurdistan Turc, alors qu'il est seulement de 1 pour 590 dans la région développée d'Istanbul. (H-27.10.81)

- La population féminine active en Turquie, entre 12 et 65 ans, s'élève à 13.185.000. De cette population, à peu près 7 millions travaillent en service, alors que 5.400.000 travaillent dans les fermes, 530.000 dans les bureaux et 25.000 comme ouvrières dans l'industrie. (G-28.10.81)

#### SITUATION ECONOMIQUE

- Les rapports secrets du FMI et de la Banque Mondiale prévoient la limitation des projets d'investissement, le maintien du taux de croissance à un chiffre inférieur à 4,5 %, la transmission des Entreprises Economiques Publiques au secteur privé. (M-3.10.81)

- Le banquier privé Kastelli a déclaré qu'il portait le taux d'intérêt de compte à terme annuel à 64 % au lieu des 62 % précédents. Lors d'un reportage qui a été diffusé à la ZDF, il a déclaré qu'ainsi, il allait revitaliser la classe moyenne qui s'effondre en Turquie. (T-3.10.81)

- D'après les statistiques des 8 premiers mois de 81 (Janv-Aout) l'exportation des matières industrielles dépasse pour la première fois celle des matières agricoles:

	1980 (8 mois)	1981(8mois)	Différence
Exp. mat. ind.	601 Millions ₺	1.247 Millions ₺	+ 107,5
Exp. mat. agr.	923 Millions ₺	1.233 Millions ₺	+ 33,6
Exp. minéraux	122 Millions ₺	129 Millions ₺	+ 5,7
EXP. TOTALE	1.646 Millions ₺	2.609 Millions ₺	+ 58,5
IMP. TOTALE	4.206 Millions ₺	5.811 Millions ₺	+ 38,1
DEFICIT	2.560 Millions ₺	3.202 Millions ₺	+ 25

2.040 Millions ₺ de l'importation vont au pétrole et aux produits pétroliers. Toute l'exportation ne couvre que 89 % de l'importation de pétrole et d'engrais chimique. (C-3.10.81)

- Les investissements publics diminuent en 1982. Il n'y a plus que 7000 projets au lieu des 8000 prévus initialement. Les investissements prévus couvrent au total 1000 milliards L.T. Les investissements publics devraient tomber aux alentours de 5000 en 1983 suivant les conseils du FMI et de la Banque Mondiale. (N-6.10.81)

- La Lire Turque a de nouveau perdu de sa valeur suite aux remaniements des devises européennes. 1 DM vaut dorénavant 55,2 LT. (T-7.10.81)

- Bien que le programme économique conseillé par le FMI, en vigueur depuis le 24/01/80, donne le rôle de locomotive au secteur privé, les entreprises privées n'ont pu obtenir aucun succès du point de vue de la limitation du prix de revient, de l'augmentation de la qualité de production, de nouveaux investissements et de la concurrence sur les marchés européens. (G-8.10.81)

- La City-Bank augmente son capital en Turquie de 10 millions \$.(M-2.10.81)
- Entre janvier et juillet 1981, 198.430.000 \$ ont été investis en Turquie en tant que nouveau capital étranger. Cependant 171.720.000 \$ de cette somme l'ont été non pas en devises étrangères mais en LT contre emprunts étrangers non garantis. (D.N.-6.10.81 - C-12.10.81)
- On a déclaré que le déficit d'habitations annuel en Turquie était de l'ordre de 340.000. Dans 10 ans le déficit total sera de 3 millions.(T-14.10.81)
- Alors qu'en 1980 2808 entreprises avaient fermé leurs portes à Istanbul ce nombre s'est élevé à 3952 dans les 7 premiers mois de 1981. Alors que dans les 7 premiers mois de 1980, 6,8 milliards LT de bons avaient été refusés, cette année, pour la même période, le chiffre s'élève à 62,2 milliards LT de bons. (C-23.10.81)

### IMMIGRATION

- La RFA a exprimé son opposition à l'application de la libre circulation des travailleurs de Turquie dans les pays de la CEE après 1986. Le gouvernement de Bonn est entré en rapport avec d'autres pays membres afin de les convaincre d'exprimer la même opposition. (M-3.10.81)
- L'ambassadeur de Turquie à Bonn a protesté contre le film télévisé par la ZDF sur les problèmes des femmes immigrées turques.(N-7.10.81) Hürriyet affirme: "Il s'agissait plus d'un rapport sur la sexualité que d'un film sur la question des femmes turques..." (H-6.10.81)
- Le premier anniversaire de l'obligation de visa pour les citoyens turcs par la RFA. Malgré cette mesure, le nombre de la population turque en RFA continue d'augmenter en raison du taux élevé de natalité. Le chiffre actuel de la population immigrée turque en RFA s'élève à 1.462.442 dont 577.820 h., 364.248 femmes et 520.374 enfants. En plus de cela, le nombre d'enfants résidant en Turquie mais qui peuvent venir en RFA si leurs parents le souhaitent est estimé à 400.000. (M-10.10.81)
- Le revenu moyen annuel d'un travailleur immigré de Turquie dans les pays du Moyen-Orient est estimé à environ 6.000 \$ US et 135.000 travailleurs turcs rapatrient annuellement 800.000 \$ US. (T-12.10.81)
- Suite aux pressions exercées par les autorités allemandes, ces derniers trois mois, sur des travailleurs immigrés de Turquie, 6000 d'entre eux sont rentrés en Turquie. (H-21.10.81)
- Le ministre de la Défense allemand, Hans Apel, a annoncé que le nombre de l'Armée allemande tombera de 500.000 à 300.000 en 1990 en raison de la baisse de la natalité dans ce pays. Il déclarait que la RFA devrait envisager de recruter les enfants des travailleurs migrants. Le Chef d'Etat-Major, le Général Jürgen Brandt partageait le même point de vue.(H-28.10.81-M-29.10.81)
- La Métallurgie VDI à Hilderheim, en RFA, est occupée par ses 1700 travailleurs qui ne sont pas satisfaits du montant des compensations accordées pour la fermeture de l'entreprise en 1982. Parmi eux, il y a aussi 1.100 travailleurs immigrés de Turquie. (H-28.10.81)
- Dans le port d'Hambourg, 30 marins turcs se sont emparés du vaisseau turc "Marianne" parce qu'ils n'avaient plus été payés depuis 4 mois.(H-31.10.81)

### En Belgique

- Le Bourgmestre de Schaerbeek Nols a déclaré que dorénavant l'inscription de nouveaux étrangers dans la commune serait refusée. Il a par ailleurs refusé une demande d'entretien du Président de la Ligue Belge des Droits de l'Homme pour discuter de ce sujet. (M-4.10.81)
- L'usine Ford de Genk ne travaille plus qu'à mi-temps à cause de l'automatisation. Le travail est même limité parfois à une semaine par mois. 600 immigrés de Turquie font partie des travailleurs lésés par cette mesure.(H-10.10)
- Les immigrés turcs et marocains traînent l'affaire Nols devant les tribunaux. (M-23.10.81)
- La FGTI et quelques députés libéraux proposent de renvoyer les immigrés de Turquie dans leur pays avec 100.000 FB de dédommagement + 10.000 FB par enfant. (H-28.10.81)